

Notice de sélection pour Consultant Individuel IC/27/PARCPS AI/2020

Date : 11 mai 2020

Pays : République Centrafricaine

Intitulé de la mission : CONSULTANT NATIONAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DE
L’EVALUATION D’IMPACT SOCIOECONOMIQUE DU COVID19
SUR L’ECONOMIE CENTRAFRICAINE

Durée de la mission : Un mois (30 jours)

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier. Toute demande de renseignement sera adressée à l'adresse e-mail : procurement.cf@undp.org

Votre proposition devra être reçue au plus tard le 19 mai 2020.

I. CONTEXTE

L'épidémie de coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine en décembre 2019 et s'est répandue dans toutes les régions du monde. Le virus a déjà coûté cher en vies humaines avec plus de 40,000 décès et plus de 809 000 contaminations¹, et a été déclaré pandémie de portée mondiale par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en mars dernier. Alors que le virus se propage dans le monde entier, la question est maintenant de savoir quand il peut être éradiqué et comment les conséquences de la pandémie peuvent-elles être atténuées ?

Selon les estimations de l'OCDE, la croissance économique mondiale baisserait de 0,5% à 1,5% selon l'ampleur et la durée de la crise sanitaire. Il s'agirait du plus faible taux de croissance économique depuis la crise financière de 2008. Bien entendu, la Chine devrait être parmi les économies les plus impactées avec une prévision à la baisse de la croissance économique de 5,7% à 4,9%. Les prix des matières premières baisseraient de 10% à 20%. Les dernières mesures de précaution prises, notamment le confinement de plus de 4 milliards de personnes maintenant à travers le monde (dont la France, l'Italie, l'Inde, certains Etats des USA et certains pays d'Afrique), la fermeture de nombreuses frontières, y compris en Afrique, et la suspension des vols de passagers entre l'Europe et les Etats Unis mais aussi en Afrique sont de nature à accentuer les impacts socio- économiques de la pandémie.

Cependant, l'histoire nous enseigne que lorsque l'économie mondiale est confrontée à une menace commune, une action rapide, coordonnée et décisive fait toute la différence. Plusieurs pays ont d'ores et déjà annoncé des programmes de relance, beaucoup ont baissé les taux d'intérêt, et le Groupe de la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) ont dévoilé des mesures massives de soutien pour aider les pays à surmonter la crise et limiter les dommages économiques et sociaux. Dans certains pays développés, les grandes entreprises renoncent à partager leurs dividendes aux actionnaires.

¹Selon les statistiques de l'OMS en date du 5 Avril 2020

La République Centrafricaine est un pays enclavé dont l'économie est exsangue, dépendante de l'extérieur tant en termes d'exportations de quelques produits (diamant, or, café, coton, etc.) que d'importations des produits de premières nécessités, équipements, produits chimiques, aluminium, etc... Le moindre choc provenant de l'extérieur est subi de plein fouet.

Compte tenu de l'enclavement du pays et de sa dépendance de l'extérieur, les secteurs les plus exposés à ces chocs sont l'agriculture, le transport, les mines, le bois, le commerce, les industries, les bâtiments et travaux publics, l'énergie, la fiscalité, etc. La fermeture des frontières terrestres, aériens et maritimes du Cameroun à l'exception des vols cargo et navires transportant des marchandises, a déjà provoqué la panique et la spéculation des prix sur les produits de première nécessité en République Centrafricaine (RCA). Les restrictions sur les mouvements des biens et services auront un impact plus important sur les activités du secteur informel, notamment la campagne agricole, qui fait vivre plus de 80% de la population.

I. JUSTIFICATION DE LA MISSION

La mise en oeuvre de cette étude se justifie du fait que, la dépendance interne et externe de l'économie centrafricaine l'expose au ralentissement des activités économiques en Chine et en Europe dû aux mesures de confinement et de restrictions des déplacements dans ces pays. C'est pourquoi, il est capital d'engager cet exercice d'évaluation des impacts socio-économiques de cette pandémie sur les tissus économiques et sociaux centrafricains afin d'identifier et de proposer des réponses adaptées pour amortir les chocs-retours de cette pandémie. Cette étude permettra d'analyser aussi les implications de cette maladie non seulement sur le nouveau programme que le pays vient de finaliser avec le FMI mais aussi sur les services de santé, sur l'accès à l'eau potable, sur le système éducatif, sur la justice et les violences à l'égard des femmes et des enfants. C'est dans cet esprit, que sur la base d'une requête d'appui reçue du Ministère de l'Economie, du Plan, et de la Coopération, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en étroite collaboration avec les autres partenaires dont le FMI, la BM, la BAD, l'UE, l'UNECA, la FAO, la Coordination des NU et les Agences du SNU concernées, envisagent d'appuyer le Gouvernement à travers le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération à réaliser une étude d'impact du COVID 19 sur l'économie et la société centrafricaine.

II FONCTIONS ET RESPONSABILITES

L'objectif principal du consultant consiste à analyser la situation et d'évaluer les conséquences socioéconomiques de la pandémie COVID-19 en Centrafrique et proposer selon les scénarios les plus probables des mesures concrètes de mitigation à court, moyen et long termes.

De manière spécifique, le consultant est appelé à exécuter les tâches suivantes:

- Collecter et analyser les informations relatives aux caractéristiques sociales, économiques et environnementales de COVID-19 ;
- Identifier l'ampleur et les dimensions de la pandémie, en mettant particulièrement l'accent sur les circuits de communication et la réceptivité (sensibilisation) des acteurs économiques/sociaux et sur les communautés fragiles qui peuvent être gravement touchées par le COVID-19 ;
- Identifier les enjeux et défis liés aux questions économiques et sociales qui rendent le confinement très difficile à gérer, y compris la structure et la capacité globales de gouvernance du système de santé, ainsi que d'autres facteurs politiques et institutionnels qui influent sur les réponses et mécanismes d'adaptation ;
- Évaluer les effets immédiats et à moyen terme sur la croissance économique et les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, le secteur privé, le tourisme, les transports, le commerce et en particulier le commerce transfrontalier et les activités connexes ;
- Examiner l'impact socio-économique de la pandémie du COVID-19, y compris la perte de productivité et d'emplois, ou les perturbations des moyens de subsistance ruraux et urbains, les

services de santé et d'éducation, l'accès à l'eau potable, la violence à l'égard des femmes et des enfants et les dimensions de genre;

- Formulez des recommandations stratégiques nécessaires pour atténuer et combler les lacunes, les pertes et les faiblesses prévisibles aux niveaux national et communautaire.
- Identifier les canaux de transmission des impacts économiques et sociaux (sur la croissance économique, les finances publiques, les revenus et emplois et les conditions de vie des populations, la violence à l'égard des femmes et des jeunes, le vivre ensemble et la cohésion sociale, etc.)
- Identifier les secteurs d'activités les plus affectés et leur implication sur le PIB ;
- Faire une évaluation quantitative et qualitative des effets socioéconomiques du COVID-19 sur les différents acteurs de la société (secteur privé, Gouvernement, populations cibles notamment les plus vulnérables : femmes, personnes âgées, enfants, handicapées, etc.) ;
- Estimer les effets possibles sur le budget de l'Etat ainsi que les implications en matière de stabilité macroéconomique, d'équilibre social et de la mise en œuvre du nouveau programme que le pays vient de finaliser avec le FMI ;
- Evaluer et analyser les effets de l'épidémie sur le vivre ensemble et la cohésion sociale en intégrant la dimension genre ;
- Identifier les domaines/services sur lesquels la demande sociale risquerait de créer des tensions et compromettre la paix si des mesures urgentes n'étaient pas envisagées par le gouvernement et les partenaires.
- Proposer des mesures de politiques économiques et sociales pour atténuer les chocs et renforcer la résilience de l'économie nationale. En d'autres termes, identifier les activités à mettre en œuvre pour renforcer la résilience des populations vulnérables, ainsi que leurs couts et leurs modalités de mise en œuvre ;
- Proposer des axes d'interventions concrètes pour la mitigation des effets et la prévention et élaborer une stratégie, assortie d'un plan d'actions de mise en œuvre à court, moyen et long terme adossé au plan national de réponse COVID-19 en favorisant les approches territoriales et communautaires ;
- Identifier les réformes structurelles pouvant permettre de réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs.
- Faciliter l'organisation d'un atelier de présentation des principaux résultats;
- Consolider les résultats des études et organiser un rapport final d'étude;

Le Consultant intervient dans le cadre de la mise en œuvre d'une étude d'impact socioéconomique du Covid19 sur l'économie centrafricaine. Au cours de la première semaine, le consultant doit fournir les grandes lignes du rapport et la méthodologie succincte à utiliser dans la réalisation de l'étude ; Dans les trois semaines suivant l'étude, le consultant doit fournir un projet complet de rapport **couvrant les divers objectifs énumérés ci-dessus** et soumettre le projet de rapport; Intégrer les observations et réviser le projet de document. Deux semaines après, le consultant devrait Soumettre un rapport final (maximum de 45 pages) qui incorpore tous les commentaires et observations. L'étude sera menée dans pendant deux mois à partir de la date de signature du contrat.

Les travaux seront coordonnés par le PNUD et le Ministère du Plan en collaboration avec le Comité multi-agence des Unies et les autres PTFs. Les consultants doivent se présenter aux personnes appropriées désignées par le PNUD ou échanger régulièrement avec elles

II. RESULTATS ATTENDUS

- L'impact du COVID 19 sur l'économie centrafricaine est évalué ;
- Des mesures d'atténuation sont identifiées ;
- Des propositions de politiques économiques sont formulées;
- Une vision prospective de l'évolution de l'économie nationale est établie;

LIVRABLES ET MODALITES DE PAIEMENT

PRODUITS	Paiement
<ul style="list-style-type: none">▪ Fourniture des grandes lignes du rapport;▪ Proposition succincte de la méthodologie à utiliser dans la réalisation de l'étude;▪ Fournir un projet complet du rapport couvrant le objectifs ci hauts decrits;▪ Soumettre le projet de rapport;▪ Intégrer les observations et reviser le projet de document;	60%
<ul style="list-style-type: none">▪ Présenter les principaux résultats de l'étude lors d'un atelier technique ou auprès d'un comité technique;▪ Soumettre un rapport final mximum 45 pages tenant compte des commentaires et observations.	40%

IV. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

QUALIFICATIONS REQUISES

Formation:

Au moins un Diplôme universitaire avancé de Master en développement et économie appliquée, économie de la santé ou qualifications équivalentes. Un doctorat dans l'un ou l'autre de ces domaines serait un avantage supplémentaire

Expérience professionnelle

- Au moins quinze ans d'expérience de travail dans les domaines d'intérêt (économie du développement, santé économique etc....).
- Expériences substantielles dans l'analyse des politiques de développement et avec les enquêtes sur le terrain en Afrique.
- Solides compétences quantitatives et capacité démontrée à effectuer des recherches originales exceptionnelles, y compris l'analyse statistique et la gestion des données. - Forte connaissance de travail des Nations Unies.
- Compétences linguistiques et informatiques : Excellentes compétences en Français écrit et oral.
- Entièrement alphabétisé en termes de logiciels et de réseautage électronique.

VI. CONSTITUTION DU DOSSIER

Une proposition technique incluant :

- Une lettre de motivation adressée à la Représentante Résidente du PNUD en RCA ;

- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

Une offre financière incluant : les honoraires du/de la consultant(e), précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

VII. Critère d'évaluation

Critères d'évaluation	Note
Minimum de 15 ans d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines de l'économie, du développement de la santé économique	20
Expérience dans la recherche et l'analyse des politiques de développement avec une bonne maîtrise des outils d'analyse quantitative et qualitative	20
Expérience prouvée dans le domaine d'étude d'impact	20
Compréhension des TDRs, Plan de travail, méthodologie et approche pour l'exécution de l'étude	40

VIII. Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

- Les propositions techniques
Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.
- Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts joint. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

La note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$Note\ financière\ A = [(Offre\ financière\ la\ moins\ disante) / Offre\ financière\ de\ A] \times 30$$

Le contrat sera accordé au consultant dont l'offre a été évaluée et acceptée en fonction des critères suivants :

- conformité avec les Termes de Référence de la consultance ;
- Ayant obtenu la note la plus élevée dans l'évaluation combinée de l'offre technique et financière

ANNEXES

Annexe 1 - Terme de Références de la mission

Annexe 2- Tableau des coûts



Tableau des
coûts.doc

Annexe 3- P11



P11 INDIVIDUAL
CONTRACT.doc